



J'évoque souvent dans ces lignes la révolution citoyenne. Celle-ci recouvre plusieurs aspects. Nous en avons connu une vague en Amérique du Sud, une autre plus récemment dans le monde arabe et des prémices arrivent actuellement en Europe. On peut toujours passer ça sous silence, comme au début en Tunisie d'ailleurs, mais ce qui se passe actuellement en Grèce ou en Espagne peut être qualifié de formidables mouvements d'ampleur.

La révolution citoyenne, c'est lorsque le peuple s'empare des commandes, excédés qu'il est par le fait que le pouvoir est entre les mains d'un tout petit nombre de personnes qui accaparent tout : argent, pouvoir, reconnaissance médiatique, etc. J'y vois ces prémices là aussi avec le référendum italien. Il existe en Italie des référendums qui, s'ils recueillent plus de 50% de participation, ont valeur d'abrogation de loi. Une forme quasi équivalente existait dans le programme électoral de Nicolas Sarkozy. Vous vous doutez que lorsqu'on s'apprête à ratifier le Traité de Lisbonne en 2008 après le "non" des français en mai 2005 pour le traité constitutionnel européen, ou encore lorsqu'on s'apprête à reculer l'âge des retraites en France, il valait mieux ne pas respecter un engagement électoral...

En Italie, cela a été mis en place. Et, fait d'importance, c'est la première fois depuis 1995 qu'un référendum recueille plus de 50% de participation. Les décisions qui vont être prises ont donc force de loi, ou plutôt d'abrogation de lois. Quelles sont ces décisions ?

Elles portaient sur trois questions : l'immunité pénale de Silvio Berlusconi, un éventuel retour au nucléaire et la privatisation de la gestion de l'eau. Les résultats sont sans appel : alors que Silvio Berlusconi, le chef du gouvernement italien a déclaré qu'il n'irait pas voter.

Les Italiens ont donc massivement rejeté l'outrecuidance du chef du gouvernement italien qui proposait ni plus ni moins d'obtenir une immunité lui permettant d'échapper à trois procédures en cours contre lui. Ils ont rejeté le lancement d'un programme nucléaire pourtant abandonné depuis 1987, après la catastrophe de Tchernobyl. Il était tout de même étrange de vouloir en revenir au nucléaire après Fukushima, comme si une catastrophe pouvait en annuler une autre !

Enfin, dans un domaine dont vous savez qu'il me tient tout particulièrement à cœur, les Italiens ont rejeté la privatisation de l'eau. Contrairement à la France, mais comme dans la plupart des pays du monde, l'immense majorité de la gestion de l'eau est publique en Italie. C'est insupportable pour les banquiers, les marchands et autres capitalistes de tout genre. Des milliards qui leur échappent, ils n'aiment pas ça ! Voilà pourquoi ils tentent de façon récurrente de privatiser l'accès à l'eau, faisant fi de la résolution de l'ONU déclarant l'eau bien commun de l'humanité. J'avais constaté il y a peu en Italie une belle mobilisation. Dans la grande et belle tradition militante de ce pays, les drapeaux flottaient aux fenêtres. Vous vous souvenez sûrement de ces bannières arc en ciel synonymes de paix (Pace) ; cette fois-ci les drapeaux étaient bleus comme l'eau. Des dizaines d'associations, mouvements politiques, syndicaux se sont regroupés dans une initiative unitaire : Forum italiano dei movimenti per l'acqua (<http://www.acquabenecomune.org>). Le peuple italien a rejeté ceci avec 95% des voix !

Les révolutions citoyennes gagnent du terrain. Les peuples s'emparent peu à peu des pouvoirs de décision qui devraient lui appartenir, au nom de l'intérêt général. Gageons qu'en France, c'est également pour bientôt. Nous, nous sommes prêts. Et vous ?